

CIBLE

Russie

Rumeurs alarmistes dans les médias : Vladimir Poutine a déclenché les hostilités contre l'Europe, il veut contrôler EADS, couper le gaz...

Ambiance de guerre froide ? Seulement des imbécillités empreintes de malveillance.

Vladimir Poutine est le chef démocratiquement élu d'un État. Après son départ, la France et l'Union européenne conserveront d'étroites relations avec la Fédération de Russie.

La Russie n'est pas une puissance ennemie de l'Europe puisqu'elle est depuis mille ans constitutive de l'identité européenne et aujourd'hui déterminante pour l'équilibre européen.

Au lieu de l'affrontement que les médias espéraient entre les chefs d'État et de gouvernement russe, français et allemand, nous avons assisté, à Paris et à Compiègne, à des échanges chaleureux et fructueux.

« Excellence » des relations entre Paris et Moscou « dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et de l'aéronautique » ; « partenariat stratégique » entre la France, l'Allemagne et la Russie ; accords franco-russes en matière de coopération administrative, d'échanges culturels, d'équipements routiers...

Nous nous en réjouissons.

PRÉSIDENTIELLE

Quel est le débat ?

Reportage

**L'autre
francophonie**

p. 6-7

Fantasme

**Le Pen
l'épouvantail**

p. 2

L'épouvantable épouvantail

Jean-Marie Le Pen est assurément dangereux. Mais à quel moment et pour qui ? Et n'a-t-il pas rendu quelques services à la démocratie ?

Dans *L'Express*, Christophe Barbier affirme que Jean-Marie Le Pen « n'a jamais été aussi menaçant ». Il est vrai que le futur candidat peut à nouveau rassembler sur son nom des millions d'électeurs furieux d'avoir été ignorés tout au long des cinq dernières années.

Nous savons que le vote lepéniste est pour eux le seul moyen d'émettre une protestation radicale à l'égard de la classe dirigeante. Nous pouvons aussi supposer que nombre d'électeurs de gauche, qui ont voté *Non* en 2005 et qui ont vu l'oligarchie politico-médiatique effacer le référendum en quelques semaines, seront tentés par un vote de désespoir et de colère lors de l'élection présidentielle.

De droite et de gauche, les oligarques s'exonèrent de toute responsabilité dans l'ascension lepéniste et utilisent à nouveau le chantage à la peur qui n'a jamais marché : il est épouvantable de voter pour l'*Épouvante* incarnée.

Nous soutenons pour notre part que Jean-Marie Le Pen est l'instrument du suicide de la classe dirigeante. Ce n'est pas lui qui est dangereux, mais ceux qui engendrent la fureur des classes populaires et des classes moyennes et qui ne leur laissent aucune chance d'être représentées dans le jeu politique classique.

Il n'est pas étonnant que ces millions de Français qui ne peuvent plus participer normalement à l'expression du suffrage universel fassent des choix qui bouleversent le système politique.

C'est dire que la reprise des manifestations contre les rassemblements frontistes, que nous avons dénoncées naguère comme attentatoires aux libertés publiques, relèveraient de la pure et simple gesticulation. Soit dit en passant, le Front national, en tant que mouvement, est réduit à peu de choses depuis le départ de Bruno Mégret mais son président n'a même pas besoin de faire campagne pour recueillir des millions de

suffrages : son nom agit comme un aimant.

Ce sont là des vérités qui ne sont pas bonnes à dire. Mais qu'on ne nous en fasse pas le reproche ! Ce n'est pas notre faute si les chefs socialistes de la campagne du *Non* ne font pas des présidentiabilités crédibles, faute d'avoir immédiatement poussé leur avantage.

Allons plus loin. Nous avons depuis longtemps démontré (1) que Jean-Marie Le Pen n'était ni un fasciste ni un nazi, mais un tribun national-populiste d'ailleurs peu au fait des doctrines du nationalisme français. Nous avons ajouté que la propagande ethnisante du Front national n'est devenue dangereuse que lorsque la fraction droitière de l'oligarchie a repris la thématique raciale. Et nous avons été les seuls à dire que le Front national empêchait en partie les violences physiques contre les immigrés et les Français regardés comme tels dans la mesure où les pulsions violentes s'épuisaient dans le militantisme électoral.

Les événements qui se déroulent depuis le début du siècle confirment amplement cette analyse. Si Jean-Marie Le Pen était fasciste, il aurait constitué avec Bruno Mégret un parti tourné vers la prise du pouvoir. En rompant avec le numéro deux du Front national, le président de cette formation démontrait qu'il ne voulait pas du pouvoir.

Allons plus loin. S'il est vrai que la période que nous vivons est prérévolutionnaire, personne ne peut affirmer que cette révolution sera de gauche : elle peut prendre la forme d'un national-collectivisme ou d'un national-socialisme sans parades, sans antisémitisme ni racisme. Avec Jean-Marie Le Pen, nous avons la chance d'avoir un *tribun de la plèbe* qui, paradoxalement, est résolument hostile aux syndicats et à l'ensemble du mouvement social tel qu'il se développe depuis 1995.

C'est ce paradoxe qui nous préserve du péril national-socialiste : un réactionnaire patenté empêche la conjonction possible entre le réflexe nationaliste de Français en révolte contre la bureaucratie européenne et l'aspiration socialiste des adversaires, toujours plus nombreux, de l'ultra-libéralisme.

Mais si aucune solution ne vient du côté des démocrates, gaullistes, socialistes ou... royalistes, le national-socialisme deviendra, en France, un risque réel.

Yves LANDEVENNEC

(1) Bertrand Renouvin – « Une tragédie bien française, le Front national contre la nation » – Éd. Ramsay, 1997 – Épuisé chez l'éditeur, quelques exemplaires encore disponibles au prix de 22 €.

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : L'épouvantable épouvantail - p.3 : La grande vadrouille - Menteurs et hypocrites - p.4 : Lionel - Haro sur les régimes spéciaux - p.5 : La guerre démocratique - p.6/7 : L'autre francophonie - p.8 : Les Épées - Haute fonction publique - p.9 : Maurras, malgré lui - p.10 : L'assassin de Tassin - Grande Guerre - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Leur responsabilité politique.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

La grande vadrouille

Début septembre, Bruxelles était *The place to be* pour les candidats à la Présidentielle de 2007 favorisés des sondages. Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal s'y sont succédé à quelques jours d'intervalle.

Dans la poursuite de son *apprentissage* européen et dans le but avoué de se faire davantage connaître de ses probables futurs interlocuteurs, Ségolène Royal et Michel Rocard étaient en visite privée à Bruxelles pour y rencontrer le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso. Son périple dans les différentes capitales européennes a surtout pour but de soigner son image sur le Continent mais aussi certainement de se forger une idée sur l'Europe, car le moins que l'on puisse dire est qu'elle n'est pas très loquace sur le sujet lors de ses interventions à la tribune des congrès ou dans ses entretiens. C'est même à se demander si elle a un programme sur ce sujet. Un exemple frappant : l'absence de position claire sur l'adhésion de la Turquie à la CE.

À l'opposé, Nicolas Sarkozy a lui des positions bien tranchées et n'hésite pas à les mettre en avant lors de ses allocutions devant les fondations *Robert Schumann* et des *Amis de l'Europe*. Tout d'abord, et en contradiction avec l'actuel chef de l'État, il est franchement hostile à l'adhésion de la Turquie.

Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur a confirmé qu'il était favorable à l'abandon du projet de Constitution européenne tel que rejeté par les Français lors du référendum. Cependant, il travaille sur un projet de mini traité qui serait élaboré début 2007 sous la

présidence allemande du Conseil et qui serait adopté fin 2008 sous la présidence française. À l'échelon national, ce projet ne ferait pas l'objet d'un référendum et serait ratifié uniquement par voie parlementaire.

Ce mini traité ne comporterait que les points qui ne font l'objet d'aucune contestation, comme l'élection par le Parlement européen du Président de la Commission, la création d'un poste de ministre européen des Affaires étrangères et une utilisation plus courante du vote à la majorité simple ou qualifiée au sein du Conseil.

Mais ce projet ne résout pas un problème qui divise les États membres, à savoir la composition des commissaires de la Commission européenne. Le collège est en perte de légitimité avec un commissaire par État actuellement et seulement dix-huit dans le projet de Constitution. Certains États se retrouveraient donc sans représentant. La situation est explosive car les petits pays n'acceptent pas ce projet. Sur ce sujet, Nicolas Sarkozy propose de repousser le projet de réforme de la Commission à 2014.

On se plaint, parfois à juste titre, de la lenteur de Bruxelles à prendre des décisions qui satisfont les Européens. On voit également que nos deux candidats n'ont rien prévu dans leur programme pour améliorer cela.

Marc LARBRET

Menteurs et hypocrites

À l'Assemblée nationale, les socialistes annonçaient une formidable bataille d'amendements destinés à différer la privatisation de Gaz de France. Après quelques échanges de coups, ils ont pactisé avec la majorité.

Les dirigeants socialistes, toutes tendances confondues, ont donné tant de fois l'exemple pitoyable de la désertion en rase campagne qu'il est inutile de s'indigner. Depuis 1983, la trahison de la doctrine proclamée et des engagements pris est devenue pour eux une seconde nature.

On se contentera donc de griffonner une simple note : *se souvenir, lors de la présidentielle et aux législatives, que l'élite rose se contrefiche de la démocratie politique, de la démocratie sociale, de la politique industrielle et, pour tout dire, de l'intérêt national.*

La direction socialiste a bien entendu oublié que les Français ont majoritairement rejeté, le 29 mai 2005, le principe de concurrence et ceux qui, à Paris comme à Bruxelles, veulent à toute force le mettre en œuvre.

La direction socialiste a décidé d'ignorer le vote des salariés de Gaz de France qui se sont prononcés à 94 % contre la fusion de leur entreprise avec le groupe Suez.

Tout en clamant leur opposition au gouvernement libéral, les sociaux-libéraux se sont empressés de mettre fin à la bataille d'amendements pour un motif parfaitement hypocrite : placer le gouvernement devant ses responsabilités, autrement dit le laisser faire. Les députés socialistes n'ont même pas cherché à gêner le Premier ministre en le contraignant à recourir à l'article

49-3 sous prétexte d'obliger Nicolas Sarkozy à voter le texte de loi - alors que le bonhomme avait promis que GDF ne serait pas privatisé. Comme si le futur candidat n'était pas capable de se prononcer un matin pour la nationalisation des épiceries et le soir même pour la privatisation des bancs publics !

Le gouvernement pourra donc mener rapidement à terme son opération de liquidation tout en poursuivant sa campagne de *communication* sur des garanties illusoires : les modalités de la fusion seront fixées par la Commission européenne selon la règle meurtrière de concurrence.

Député UMP de l'Essonne, présent à la manifestation syndicale du 12 septembre, Nicolas Dupont-Aignan a raison de dire que le projet gouvernemental « *désamorce la puissance publique dans le secteur du gaz au moment où les défis de l'énergie et du réchauffement climatique imposent une stratégie publique et des investissements de l'État sur le long terme. Ce n'est pas le marché boursier qui raisonne à quinze jours qui peut préparer des financements à 50 ans (...)* La synergie GDF-Suez n'a rien à voir avec celle de la seule fusion valable : celle d'EDF-GDF. Le nouvel ensemble aboutit au démantèlement du service public énergétique ».

Ce sont là les propos d'un gaulliste conséquent.

Annette DELRANCK

Lionel

En juillet, Sylvie Fernoy nous avait annoncé le retour du blême. De fait, le Lionel est de retour, battant les estrades et les plateaux tant et si bien qu'il en oublie de battre sa coulpe - lui, le grand liquidateur d'entreprises publiques, le candidat qui sacrifia le socialisme sur l'autel du moderne, le général qui abandonna son armée en déroute - ce qui lui sera difficilement pardonné par les militants et les élus qui prirent, aux législatives de juin 2002, une solide raclée.

Sous les projecteurs enfin retrouvés, voici Lionel qui ausculte Jospin, puis Jospin qui interroge Lionel sur ses intentions, ses capacités, ses mérites. Et Lionel de saluer en Jospin un homme d'État qui sait de quoi il parle - pas comme l'autre, détestée et méprisée au point de ne jamais être nommée. Cette technique d'effacement révèle le sectaire que fut et demeure l'ancienne taupe muée en grenouille mitterrandienne.

À dialoguer avec Lionel Jospin, Lionel Jospin s'émerveille au point de se demander si une nouvelle candidature est à la hauteur de sa statue de commandeur. La réponse, quelle qu'elle soit, satisfiera de toutes manières son orgueil. L'animal jospinique est un homme qui ne saurait penser du mal de Soi.

Qu'importe ! Si Lionel se déclare contre Ségolène, ce sera le combat d'un partisan du Oui à l'Europe ultra-libérale contre une dame qui professa, non sans arrogance, la même opinion. Pugilat d'oligarques : mieux vaut passer son chemin.

Jo LUPIN

Quelle mouche a donc piqué François Fillon ? Telle est la première réaction que suscitent les propos du conseiller politique de Nicolas Sarkozy.

« Les régimes spéciaux devront être réformés au début de la prochaine législature », a déclaré François Fillon le 12 septembre dernier dans un entretien au *Parisien-Aujourd'hui en France*. On se rappelle que l'ancien ministre du Travail était à l'origine en 2003 d'une réforme des retraites, réforme qui commence, aujourd'hui, à révéler son inefficacité, et qui avait soigneusement épargné - on se demande pourquoi s'ils sont à l'origine de tous nos maux - les régimes spéciaux.

Puis, à la réflexion, on se dit que sénateur de la Sarthe fait d'une pierre plusieurs coups. D'abord, l'annonce lui permet de se réconcilier avec les salariés du privé que sa réforme a spolié : il table sur le fait que, l'électeur ayant la mémoire courte, il apparaîtra comme celui qui aura eu le courage de s'attaquer aux « privilèges » des fonctionnaires, des agents de la SNCF, de la RATP, d'EDF et de Gaz de France, de La Poste... qui partent en retraite plus tôt que la moyenne des autres salariés. D'autant que journalistes donneurs de leçons invétérés et experts autoproclamés démontrent, chiffres, courbes, infographies ou entretiens à l'appui, la justesse de son argumentation, et qu'un sondage paru trois jours plus tard dans les colonnes du même quotidien révèle que 59 % de

nos concitoyens (contre 32) seraient favorables à la remise en cause des régimes spéciaux de retraites.

Est-ce responsable de la part d'un homme politique qui brigue l'une des plus hautes fonctions de l'État - l'ambition de François Fillon n'est-elle pas de devenir le Premier ministre du président Sarkozy si celui-ci parvient à ses fins ? - de dresser une partie des Français contre l'autre, et de faire porter à une catégorie de salariés la responsabilité du déficit du régime d'assurance vieillesse.

L'ancien président du conseil régional des Pays de la Loire oblige ensuite les adversaires de Nicolas Sarkozy aux prochaines élections présidentielles à se positionner par rapport à ses propositions. Un seul dirigeant syndical a refusé de se prononcer à la suite des déclarations de François Fillon : « À quel titre François Fillon parle-t-il ? s'est interrogé le président la CFTC. Il n'est que le conseiller d'un candidat potentiel à l'élection présidentielle ! Si on se met à réagir aux propos du premier venu, on n'a pas fini. Qui peut raisonnablement nous dire quel poste occupera François Fillon au début de la prochaine législature ? »

Les déclarations de François Fillon ont également pour but de mettre dans l'embarras Dominique de Villepin en plein débat parlementaire sur le pro-

jet de fusion entre Suez et Gaz de France. Agitant son intention de réformer les régimes spéciaux comme un chiffon rouge devant les syndicats de cheminots, il les contraint à lancer un mouvement de grève pour le début octobre. Pendant qu'il éteindra l'incendie, le Premier ministre oubliera son ministre de l'Intérieur.

Enfin, François Fillon poursuit son travail de sape du système de protection social avec la bénédiction du patronat. Car le passage le plus inquiétant de son entretien n'est pas celui qu'a repris la presse contre les régimes spéciaux, mais cette phrase quasiment passée inaperçue : toute réforme aussi radicale soit-elle ne suffira pas, déclarait en substance François Fillon au *Parisien-Aujourd'hui en France*, « il restera à explorer le recours plus important qu'aujourd'hui à l'épargne individuelle. » En clair, cela signifie que, aux yeux des sarkozystes, le régime de retraite solidaire ne peut plus suffire à garantir une retraite décente et qu'il faudra, en plus des cotisations sociales, ouvrir des plans épargne retraite auprès d'instituts privés : banques, assurances, mutuelles... La privatisation de la protection sociale est plus que jamais en route.

Nicolas PALUMBO

**Visitez
notre boutique
sur internet.**
www.narinfo.fr.st

La guerre démocratique

La posture démocratique peut être une alternative à la guerre ou au contraire une préparation à celle-ci. Dans le cas de Bush, la seconde hypothèse est sans doute la bonne.

Il semble qu'on n'ait jamais autant parlé des démocraties depuis Roosevelt et la Seconde Guerre mondiale. Mauvais signe. La paix, ne le sait-on pas depuis Munich, référence récurrente des néo-conservateurs, ne peut être durablement garantie par des accords internationaux et la diplomatie classique. Les menaces de guerre ne sont que la conséquence d'un déficit démocratique. C'est à celui-ci qu'il faut s'attaquer. On démocratise pour ne pas courir le risque d'une guerre. Mais si nous renversons le raisonnement, on pourrait tout aussi bien admettre que la référence à la démocratie permet de justifier une guerre engagée en son nom. Plus on aura mis l'accent sur la transformation démocratique et les droits de l'homme dans de nombreux pays de la région, plus on ralliera d'alliés dans une éventuelle coalition. Par exemple, plaider pour les réformes démocratiques en Égypte, au Liban, en Syrie, donne à Washington bonne conscience pour attaquer l'Iran.

Autre possibilité : les États-Unis peuvent s'être persuadés que le soutien à des dirigeants autoritaires, corrompus, honnis de leurs populations, dont la survie ne repose que sur l'efficacité des services de sécurité, n'est qu'une question de temps et qu'il est encore possible d'anticiper leur chute inéluctable. La volonté manifestée en faveur de la réforme aiderait dans ce cas à assurer une transition pacifique, légale, constitutionnelle. On négocierait ainsi avec les forces montantes, y compris islamiques, les compromis à

venir, permettant, sous des formes renouvelées, avec le concours des mêmes services de sécurité reconvertis, le maintien de l'alliance contre l'ennemi commun (les Arabes sunnites contre l'Iran).

Plusieurs questions se posent. La priorité donnée à ce qu'il est convenu d'appeler la *gouvernance* risque de concentrer l'aide publique au développement vers les secteurs de sécurité ou de gestion macro-économiques au détriment des vecteurs traditionnels du progrès économique et social abandonnés à l'initiative privée (fondations industrielles d'un côté, mosquées et temples de l'autre). L'action intérieure au risque de l'ingérence prend le pas sur la théorie des relations internationales, l'intergouvernemental et la négociation. L'ambition paraît démesurée par rapport aux moyens que l'Occident tout entier, sinon les États-Unis, peuvent y consacrer. Un redéploiement géographique des moyens (moins de diplomates dans le monde développé, plus dans le monde arabe, au Nigeria ou en Indonésie) n'y suffira pas. Le recours intensif à des consultants et à des fondations privées accroît le risque de choc de cultures.

En outre, la réforme doit s'adapter aux divers contextes. La France de la conférence de La Baule (1990) avait engagé ses partenaires africains dans une démarche analogue avec des résultats non nuls mais mitigés. Mais les leçons que l'on peut tirer de l'expérience sub-saharienne sont difficilement transposables à l'Afrique du Nord, au Moyen Orient ou à l'Asie

centrale. Il ne faut jamais oublier que toute action extérieure s'insère dans des jeux de relations, de parentés, d'intérêts, de pouvoirs qu'elle modifie et perturbe. Il faut vouloir les conséquences de ce que l'on veut.

Par rapport à cette nouvelle diplomatie américaine, rhétorique mais envahissante, omnisciente et omniprésente, l'Europe et spécialement la France peinent à échafauder une stratégie concurrente. Ceux qui s'affirmaient les champions des Droits de l'Homme, de l'État de Droit et de la *gouvernance démocratique* contre une politique considérée comme hyper-réaliste et immorale sont pris à contre-pied et doivent maintenant travailler à contretemps. Ils sont dépassés dans une surenchère démocratique qui ne dissimule pourtant pas ses fondements et ses objectifs réalistes. Comment reprendre la main ?

Plusieurs attitudes sont possibles : ou ne rien changer, car la posture démocratique américaine n'est qu'un feu de paille dont nous ramasserons de toute façon les étincelles, nous voire d'autres ? Ou suivre et en faire tout autant sinon plus, dans une fuite en avant incontrôlée (Sarkozy ?) ; ou revenir aux méthodes classiques de la diplomatie d'équilibre, comme pourrait l'indiquer la récente amorce de rapprochement sur l'Iran avec la Chine et la Russie. Chacune a ses avantages et ses inconvénients. Elles supposent toutes d'être articulées sur une stratégie réfléchie, cohérente et inscrite dans la durée. L'élection présidentielle de 2007 pourrait être l'occasion d'un choix clair entre ces trois options.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **BULGARIE** - Le Conseil politique du Mouvement national Siméon II (NMSII) a pris acte de la décision du roi Siméon, prise en juillet dernier, de ne pas se porter candidat pour l'élection présidentielle du 22 octobre prochain. Le mouvement ne présentera donc pas de candidat sous ses propres couleurs et le roi Siméon a déclaré qu'il ne donnerait pas de consignes de vote et « *que ses partisans étaient tout à fait mûrs pour savoir le choix qu'ils devraient faire* ». Il a cependant ajouté que « *s'il y a un deuxième tour le NMSII appellera alors à voter pour un des deux candidats* ».

♦ **JAPON** - Le 6 septembre, la princesse Kiko, belle-fille de l'empereur du Japon, a mis au monde le premier héritier mâle de la famille impériale depuis plus de 40 ans, une naissance très attendue qui règle, pour le moment, la crise de succession qui menaçait le Trône du Chrysanthème. L'enfant est le troisième de la lignée dans l'accession au trône, après son oncle, le prince héritier Naruhito, 46 ans, et son père, le prince Akishino, 40 ans. L'annonce de la grossesse de Kiko, en février, avait conduit le Premier ministre Junichiro Koizumi à ajourner son projet de réforme autorisant l'accession des femmes au trône. En effet, en dépit de sondages favorables à l'idée d'une impératrice, les partisans de la filiation patrilinéaire, nombreux au sein de son propre camp conservateur, avaient déclenché une véritable fronde.

♦ **THAÏLANDE** - Le 19 septembre, profitant de l'absence du Premier ministre, Thaksin Shinawatra, en déplacement à l'étranger, l'armée a pris le pouvoir pour mettre fin à la crise de régime qui durait depuis des mois. A la tête de la rébellion, le général Sonthi Boonyaratkin, premier chef de l'armée de terre à être de religion musulmane dans un pays à majorité bouddhiste, avait été imposé à ce poste par l'entourage du roi, contrairement à l'avis de Thaksin. Le coup d'État a été accueilli avec soulagement par une grande partie de la population de Bangkok excédée par les abus de pouvoir et la corruption avérée du Premier ministre. Maints indices permettent de penser que les putschistes ont eu l'aval du très respecté roi Bhumibol Adulyadej qui, tout en restant dans son rôle constitutionnel, n'avait pas caché sa désapprobation des agissements de Thaksin. Ainsi que l'écrit Pierre Rousselin dans son éditorial du *Figaro* : « *Au royaume du Siam, le roi reste le dernier recours de la démocratie.* »

♦ **TONGA** - Le défunt roi de Tonga, Taufa'ahau Tupou IV, a été porté à sa dernière demeure au cours de funérailles fastueuses qui se sont déroulées en présence d'une vingtaine de délégations étrangères. Depuis une semaine des dizaines de milliers de sujets étaient venus se recueillir dans la chapelle ardente, où reposait la dépouille mortelle de celui qui était considéré comme un artisan de la modernisation de son royaume. Le roi Tupou IV repose désormais aux côtés de sa mère, la reine Salote II, à laquelle il avait succédé en 1965.

L'autre francophonie

Durant l'été, Bertrand Renouvin a effectué des voyages d'études dans trois pays : après avoir passé une dizaine de jours en Azerbaïdjan au mois de juillet, il est retourné au Tadjikistan pour préparer un séminaire sur la géopolitique de l'eau en Asie centrale puis il s'est rendu à Bichkek pour une première approche des problèmes politiques et économiques du Kirghizstan. De ses carnets de route, il a retiré des observations encourageantes et des remarques critiques sur la francophonie dans les pays qu'il a visités.

Il y a la francophonie instituée, celle qui a tenu fin septembre son onzième sommet à Bucarest. J'avais montré naguère les avantages économiques et commerciaux que les pays qui ont en commun l'usage du français pouvait tirer de leurs affinités linguistiques (1) et je me réjouis de voir l'organisation internationale des francophones associer à ses entreprises de nouveaux membres. Bientôt Israël, dit-on ? Ce serait hautement souhaitable.

Mais j'ai découvert lors de mes missions en Europe de l'Est, à l'époque de la grande transition, une francophonie « hors champ », toujours pionnière même si elle est très ancienne et qui s'accompagne d'une francophilie militante – celle de Russes, de Balkaniques, de citoyens de diverses nations du Caucase et de l'Asie centrale.

Voici bien des années que je ne suis pas allé en Russie,

mais je sais grâce à Nina Vassilievna que l'Alliance française de Saint-Petersbourg accueille un nombre croissant d'élèves et j'ai pu constater voici quelques années que les crises et les guerres n'avaient pas entamé les sentiments francophiles de nombreux habitants de la Serbie, de la Bulgarie et de l'Albanie. Ce sont là des pays proches de la France, avec lesquels nous entretenons de très anciennes relations. Tous les efforts doivent être faits pour que la francophonie russe et balkanique s'étende et s'approfondisse mais il ne faudrait pas que nous tenions pour négligeable ce qui se passe dans des pays plus éloignés.

D'ailleurs, la notion de l'éloignement est, si je puis dire, à géométrie variable. Pour ce qui concerne le Caucase, les médias français se sentent proches de l'Arménie mais l'Azerbaïdjan, malgré Bakou, son port de mer et son pétrole, leur paraît être au bout

du monde. Même illusion d'optique en Asie centrale : pour beaucoup d'industriels français, Douchanbe « *c'est vraiment trop loin* » alors que le groupe Bouygues déverse des tonnes et des tonnes de son célèbre béton sur le sol du Turkménistan voisin pour satisfaire la mégalomanie du tyran local et en tirer de substantiels profits.

Il est vrai qu'on peut se sentir loin de tout dans certaines régions du Caucase et de l'Asie centrale. Quant à l'Azerbaïdjan, je pense à la province du Nakhitchevan qui est séparée du reste du pays par une large bande de territoire arménien ou occupé par l'armée arménienne, devenu frontière infranchissable après l'effondrement de l'Union soviétique et à la suite de la guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie sur la question du Haut Karabakh (2).

Pour rejoindre la métropole régionale, elle aussi nommée

Nakhitchevan, il faut une heure de vol sur un Tupolev datant de l'époque soviétique. Le billet aller-retour constitue un coût important pour la population qui doit supporter d'autres difficultés provoquées par le conflit non résolu : l'électricité qui venait de Erevan doit maintenant être importée d'Iran et de Turquie ; les villages et les bourgs de la plaine ne sont pas toujours reliés aux nouvelles lignes électriques et, par ailleurs, ils manquent d'eau. Or dans cette région continentale coincée entre l'Arménie et l'Iran, les étés sont étouffants.

Telle est la situation, dure, parfois insupportable (je pense aux villages de réfugiés) dans laquelle les habitants du Nakhitchevan sont obligés de vivre, de travailler, d'étudier. Mais rien n'indique la résignation. La capitale régionale dispose d'un aéroport moderne et les immeubles neufs sont très nombreux. L'université est impressionnante : dix-huit bâtiments répartis sur plus de cent hectares abritent des centres d'enseignement, un conservatoire, des laboratoires et un hôpital – « *sur le modèle français* », me précise le professeur Isa Habibbayli, recteur de l'université d'État, tandis que je contemple, des fenêtres de son bureau, le fleuve Oxus et les montagnes iraniennes. Le fait que le pré-

sident Heydar Aliev, père de l'actuel chef de l'État, soit natif du Nakhitchévan, n'est pas étranger aux investissements dont bénéficie la province et son université – qui fêtera en 2007 ses quarante ans.

Avant de rendre visite au recteur, j'ai rencontré le directeur de la chaire de français, fier de me dire que ses trois filles ont également étudié notre langue. Chaleureux (le recteur ne l'est pas moins) et dynamique, Ali Allahverdiev veille aux études de 51 étudiants qui bénéficient de l'enseignement de cinq professeurs et qui sont liés à l'université Marc Bloch de Strasbourg. Il est bon de savoir et de faire savoir que la francophonie est vivante dans cette province isolée et que la France y est vénérée.

Plus émouvant encore : la veille, à mon arrivée à Nakhitchévan en compagnie de Fouad, étudiant à Bakou qui fut tout au long du voyage mon guide avisé et mon interprète, la mère de sa fiancée, Sévil, nous avait accueillis à notre descente d'avion et conduit jusqu'à la maison familiale située dans la petite ville de Charhour, à une soixantaine de kilomètres au nord. Après une soirée chaleureuse, où fut évoquée l'histoire de « *Monsieur Jourdain en voyage dans le Karabakh* » et le film « *Monsieur Jourdain et le Derviche* », et au lendemain d'une nuit parfaitement calme j'ai pris mon petit déjeuner en compagnie du professeur de français de Sévil et de sa mère. Agé de 70 ans, Gassym Askérov a consacré et consacre encore sa vie à l'enseignement de la langue française. Il s'excuse de ne pas s'être rasé pour passer plus de temps avec Fouad et moi : il n'a pas rencontré de Français depuis un an et a l'impression de perdre sa maîtrise de la langue. Je le rassure et nous passons toute la matinée à converser.

Gassym Azkérov me dit que l'enseignement de la langue française avait été privilégié à

l'époque soviétique et que, depuis l'indépendance de l'Azerbaïdjan, cette tradition ne s'est pas perdue. J'en étais déjà convaincu. En juillet 2005, lors de mon premier séjour à Bakou, j'avais été accueilli par Cavansir Yusifli, traducteur en azéri de Maupassant, Jacques Derrida et Patrick Suskind et rencontré les directeurs de plusieurs revues littéraires où Victor Hugo, Rimbaud, André Maurois, Henri Barbusse et Albert Camus sont étudiés et traduits. Pour Ayten, Tourana, Sévindj et Elnara, étudiantes



■ *L'impressionnante université de Nakhitchévan.*

francophones, les personnages de *Notre Dame de Paris* et des *Misérables* sont toujours merveilleusement vivants. Dans bien des familles, ont conservé des volumes d'œuvres choisies de Victor Hugo, d'Anatole France, de Romain Roland, traduites en russe et massivement diffusées depuis Moscou. Ces vénérables références mériteraient d'être complétées ? Certes. Et Sévil, qui dirige le centre Georges Sand à l'Université des langues de Bakou me presse d'agir : il lui faut des livres, des dictionnaires, des relations régulières avec une université française...

Telle est la francophonie en Azerbaïdjan, réactivée par le Centre culturel français de Bakou qui dispose d'une bibliothèque de 8 000 livres, organise des expositions et des conférences très suivies. Et

quand l'ambassadeur de France et son conseiller culturel s'engagent avec passion – ainsi Jean-Pierre Guinhut et Guy Chevalier entre 1996 et 2001 – les résultats sont décuplés et les initiatives prises restent longtemps dans les mémoires.

Au Tadjikistan (c'était en août mon quatrième séjour dans le pays) et au Kirghizstan, des observations nourries de dizaines d'heures de conversation avec les étudiants en langue française et leurs professeurs (Khassan à

intellectuelle, politique au sens profond du terme. Le français, c'est la langue de La Fontaine et de Molière, des droits de l'homme et de Victor Hugo, du général de Gaulle – de la Liberté. Le thème d'une francophonie « *ringarde* » qui ne résistera pas à la progression de l'anglais est diffusé à Paris par des snobs, qui cultivent avant tout leurs ignorances. Le parti pris élitiste doit être par ailleurs combattu : le goût de la France et de la langue française se prend aussi en regardant les films de Pierre Richard et en écoutant les chansons de Joe Dassin.

L'amour de la langue française et de la France, aussi passionné soit-il, n'est ni naïf ni complaisant. Les défauts des Français sont analysés avec finesse, les carences de nos actions extérieures sont durement ressenties. Dans leur ensemble, les diplomates et les militaires français remplissent pleinement leurs missions, même si l'on rencontre parfois (deux mauvais souvenirs il y a quelques années dans les Balkans) des paresseux et des incompetents. Les restrictions de crédits, imbéciles dans leur principe et contre-productives dans leurs effets, sont compensées par le dévouement et les générosités individuelles des fonctionnaires en poste à l'étranger.

Il est regrettable que divers acteurs de la « société civile » – comme on dit – se fassent remarquer par leur absence. Trop peu d'entrepreneurs français dans le Caucase et en Asie centrale et rarement des journalistes. A Bichkek, pas de correspondant permanent français ou francophone, alors que les médias soutenus par le gouvernement des États-Unis et divers fonds américains surabondent. Mais ceci est une autre histoire...

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Rapport sur « *L'utilité économique et commerciale de la langue française* », Documentation française, 1989 (épuisé).

📖 (2) In revue *Cité*, n° 46 : « *L'air de Bakou* » – franco : 7 €.

Les Épées

Haute fonction publique

Le titre semble désigner, dans sa référence à Roger Nimier, une revue *jeune droite*, héritière de l'esprit *hussard*.

On pense donc trouver dans cette revue élégante (1), des esthètes sympathiques hantés par la décadence et l'on se prépare à croiser le fer avec des gens intelligents, qui écrivent bien et qui ne se prennent pas pour des génies.

Mais *Les Épées* ne se laissent pas enfermer dans une définition, une école, un secteur, un pré carré de la marginalité. Une phrase de Pierre Boutang (« *le droit du prince naît du besoin du peuple* ») proclame sous le titre une fidélité monarchiste et royaliste sérieusement envisagée mais inclassable en termes de droite et de gauche.

Le vingtième numéro confirme cette impression. La couverture, illustrée par une toile de Mathieu, annonce à la suite du peintre les *Capétiens partout*.

On y parle, comme chez nous, du défunt comte de Paris, du général de Gaulle, de la République authentiquement *respublicaine* à partir d'expériences longuement méditées et d'ouvrages attentivement étudiés. Beau et solide dossier qui se conclut par une démolition en règle des projets d'une VI^e République qui, selon le professeur Rouvillois, « *ne propose qu'un bouleversement inutile aux conséquences largement imprévisibles* ».

Ne pas manquer non plus les analyses consacrées à Marc Bloch (Arnaud Odier) et à Zeev Sternhell (Axel Tisserand) parmi tant d'autres pages qui méritent réflexion.

Jacques BLANGY

(1) *Les Épées*, revue trimestrielle, n° 20, juillet 2006, prix franco : 6 €.

Respectés, par crainte ou prudence, les hauts fonctionnaires sont-ils respectables ? Ont-ils trahi la France pendant l'Occupation, détiennent-ils le pouvoir ou ont-ils l'esprit de soumission ?

Redoutables questions ! Les hauts fonctionnaires se moquent d'ordinaire des procès qui leur sont intentés, car ils sont souvent mal instruits par des militants (ou des jaloux) qui connaissent mal l'administration et ignorent tout de son histoire.

Or voici qu'un ancien directeur adjoint de l'ENA, par ailleurs universitaire, reprend l'ensemble du dossier (1) pour instruire, comme il se doit, à charge et à décharge. Cela donne, en définitive, un excellent ouvrage qui bouscule les critiques communément admises et les institutions unanimement respectées - sans tomber pour autant dans la mode anti-étatique.

Ainsi, Jean-François Kesler détruit en quelques pages le mythe de l'énarchie. Les anciens de l'ENA n'ont jamais été les maîtres de l'État : on ne sait pas qu'ils sont minoritaires dans le corps diplomatique, dans la préfectorale, dans les tribunaux administratifs ; on oublie l'importance des anciens de Polytechnique, des Mines, des Ponts et Chaussées ; on ne voit pas que l'État, c'est aussi des universitaires, des militaires, des magistrats.

Autre mythe : le bon vieux temps de la République des républicanistes, fort peu respectueuse de la *respublica*, autrement dit de l'État de droit. La III^e République n'instaure pas l'État impartial mais un régime militant, où l'on place les affidés, où l'on fait la chasse aux catholiques puis

aux communistes. On y célèbre naïvement l'abolition des privilèges sans voir que beaucoup ont été maintenus ou restaurés...

Mais il est vrai que la IV^e République fut une belle période pour l'administration - celle de la planification indicative, des nationalisations, de la mise en œuvre de la Sécurité sociale qui constituent les aspects positifs de la révolution accomplie sous l'égide du général de Gaulle à la Libération. À l'encontre des malveillances courantes, Jean-François Kesler souligne l'importance du remaniement des rapports entre l'administration, la politique et l'argent au début de la V^e République : « *Sous le principat du général de Gaulle, la haute administration a été protégée des influences de la politique. Mais le devoir de réserve imposé aux hauts fonctionnaires a été renforcé* ». Pas de chasse aux sorcières après le 13 mai 1958 (en 1936 non plus, Léon Blum n'avait pas épuré). C'est Valéry Giscard d'Estaing, grand bourgeois *libéral*, qui crée le système des dépouilles à la française ensuite développé par François Mitterrand et par Jacques Chirac.

Ces observations précieuses sont à replacer dans une analyse générale du comportement des hauts fonctionnaires. C'est bien sûr en période de crise qu'on saisit le mieux les évolutions et les contorsions de ce grand corps et Jean-François Kesler a choisi de mener une enquête approfondie

sur le pire moment de notre histoire : l'occupation allemande. L'analyse, rigoureuse, tente de tenir en lisière les passions et de négliger les modes. En 1945, on célébrait une résistance généralisée. Aujourd'hui, on raconte que l'administration était collaborationniste. En fait, il y eut dans la haute fonction publique peu de Résistants et peu de collabos, beaucoup de grands commis se tenant dans une zone grise qui est devenue de plus en plus tricolore après la victoire de Stalingrad.

On retiendra cependant la mise en cause du Conseil d'État, qui appliqua avec dureté la législation antisémite de Vichy et qui s'empessa de justifier les atteintes à l'État de droit (les internements administratifs par exemple) commises pendant la guerre d'Algérie. Le Conseil d'État défend les droits de l'homme et du citoyen quand ils ne sont pas menacés mais accueille les modes idéologiques et s'incline devant le pouvoir lorsqu'il est fort - même quand il s'agit d'un pouvoir de fait...

Ce conformisme - celui de toute la haute fonction publique - est et restera toujours inquiétant. Il ne doit pas nous empêcher de restaurer l'État *respublicain* comme nous y convie Jean-François Kesler mais sans oublier que c'est le pouvoir politique, démocratiquement fondé, qui permet aux grands commis de donner le meilleur d'eux-mêmes.

Sylvie FERNOY

(1) Jean-François Kesler - « *Les hauts fonctionnaires, la politique et l'argent* », Albin Michel, 2006, prix franco : 21 €.

Maurras, malgré lui

Est-il possible, aujourd'hui, de parler de Charles Maurras comme il le mérite, c'est-à-dire avec une liberté d'esprit que n'altèrent ni l'admiration, ni la détestation ? On est d'autant mieux fondé à se poser la question qu'au fur et à mesure que l'enfant de Martigues s'éloigne dans le passé il paraît de plus en plus difficile de le tirer de la malédiction universelle dont il est accablé. Il y a des raisons à cela. *L'âpre haine* dont l'écrivain créditait Dante dès lors qu'on faisait *offense à ses dieux* a plus d'une fois dérégulé l'esprit et la sensibilité de cet homme passionné jusqu'à se livrer à des bassesses polémiques indignes de lui. Et puis il y a surtout l'incroyable méprise de la guerre où le lucide ennemi de l'hitlérisme s'est fourvoyé non pas dans la collaboration mais dans l'incompréhension radicale de la tragédie, attisant la guerre civile qu'il prétendait conjurer et donnant libre cours à un antisémitisme irresponsable dès lors que l'extermination du peuple juif était à l'œuvre. Tout cela, Stéphane Giocanti le dit et le dénonce dans la biographie qu'il nous offre de l'auteur de *l'Avenir de l'Intelligence*. Il n'en développe pas moins une passionnante analyse sur un destin exceptionnel, celui d'un écrivain supérieurement doué, héritier d'une culture en voie d'extinction et qui marqua la vie intellectuelle de son temps bien au-delà de nos frontières.

Est-il possible de prendre assez de recul pour juger Maurras dans sa complexité et ses contradictions, mais aussi dans une profondeur inaperçue de ceux qui méconnaissent les dimensions de son œuvre ? C'est un vrai pari dans lequel s'est engagé Giocanti, qui sans cacher ce qu'il peut y avoir d'empathie chez lui à l'égard de son modèle, réussit la gageure de garder intacte ses facultés de discernement pour dire franchement les erreurs d'un personnage qui, par ailleurs, rallia les suffrages des plus grands de ses contemporains. Prenons le cas de Marcel Proust qui ne craignait pas, au-delà de la crise de l'Affaire Dreyfus où l'Action française l'avait terriblement meurtri, de dire son admiration reconnaissante à un Maurras qui avait été le premier à discerner son génie à la lecture des *Plaisirs et des Jours* en 1896. Le critique ne prophétisait-il pas que « *M. Marcel Proust nous sera un témoin nouveau de la vérité retrouvée* ». L'auteur de la *Recherche* n'oubliera jamais cet article et le rappellera à Maurras dans une superbe lettre de 1921. Ce sont les noms de Virgile et de Dante qui viennent naturellement à l'esprit du romancier pour qualifier la pensée d'un interlocuteur dont la référence revendiquée à France et Barrès lui paraît franchement inadéquate. Et Proust d'ajouter ceci qui est capital : au-delà des engagements politiques de Maurras, il y a entre eux une complicité, qui tient à un autre pan de la vie du polémiste de l'Action française et dont il est, lui, le témoin et éventuellement, l'évocat.

Marcel Proust n'est pas le seul à exprimer cette conviction. Un Gide, un Valéry, un Paulhan, voire un Malraux, ont donné le même témoignage. Il y a donc lieu de prendre une conscience élargie du dossier Charles Maurras et c'est ce à quoi s'est employé Stéphane Giocanti grâce à une documen-

tation parfois inédite et surtout une acuité qui permet au lecteur de saisir jusqu'aux ressorts cachés d'un homme dont Anna de Noailles a écrit que « *nul ne portait un plus profond secret* ».

Une des difficultés inhérente à une biographie de Maurras réside dans la tentation d'identifier la personne à son engagement intégral de théoricien dans son mouvement et dans son journal. Stéphane Giocanti réussit à montrer comment le forçat rivé à son éditorial fleuve quotidien garde sa liberté intérieure, disponible même pour une vie amoureuse sur laquelle - le tout premier - il nous donne des précisions qui surprendront ceux qui sont rivés à l'image d'un personnage froid et rigide. Quelle erreur ! Autre mérite : réussir à conserver l'équation singulière d'un écrivain qui entra en politique comme en religion mais qui en même temps est fondamentalement un poète interrogeant les énigmes métaphysiques. D'où l'équivoque fondamentale à propos d'un positivisme prétendu sur lequel l'adversaire démocrate-chrétien n'a cessé de s'indigner sans voir que Maurras n'a jamais été sérieusement comtiste, répudiant la loi des trois états et la religion de l'humanité et disponible surtout pour une quête intérieure où la dialectique de l'amour brise les chaînes de l'esprit d'examen.

Impossible de résumer ici les étapes d'un itinéraire judicieusement raconté et qui nous relie constamment aux méandres, aux crises et aux affrontements de notre histoire nationale. Un des moments les plus intéressants concerne l'invention d'une forme de royalisme avec cette étonnante *Enquête sur la monarchie* dont Bruno Pinchard a bien vu qu'elle est inédite dans sa nature, étant *productrice de son objet*. Si l'on y songe, le projet est titanesque dans une France ralliée à la République et où le sentiment dynastique n'est plus que nostalgique. Avec une énergie prodigieuse, Maurras provoque ses interlocuteurs, les contraint à considérer la monarchie comme une construction plus moderne et féconde que la République parlementaire. Il s'agit

« *d'une pensée tendue vers l'avenir, destinée à permettre le redéploiement du sentiment monarchique et le surgissement d'une monarchie nouvelle, qui puisse s'appuyer sur des formes sociales subsistantes, appuis naturels de la nation, refonder la conscience politique des royalistes de tradition et attirer tous ceux qu'anime le sens politique* ». L'homme qui s'est voué à un tel projet rallie bien des talents et l'influence qui sera la sienne, jusque parmi les dirigeants les plus éminents d'un régime qu'il met chaque jour au supplice, est indéniable. Il correspondra avec Poincaré et entretiendra des relations avec Mandel (plus encore ami de Jacques Bainville).

J'ai appris des choses précieuses que j'ignorais en lisant Stéphane Giocanti. Ainsi à propos du conflit entre l'Action française et le Vatican, j'ignorais que celui-ci avait dissuadé un T. S. Eliot pourtant si proche du catholicisme de s'y convertir, préférant la High Church anglicane. Un tel détail dissuade, si on en avait la tentation, d'adopter une grille trop partisane d'interprétation d'une histoire décidément rebelle aux simplifications polémiques. Celles de Maurras sont célèbres et encomrent encore notre imaginaire. Ce n'est pas le moindre mérite de Stéphane Giocanti que de nous ouvrir à une autre intelligence de l'histoire des idées, qui nous impose d'envisager un Maurras qui interroge au-delà de lui-même et parfois contre lui-même pour libérer une pensée des pièges et des erreurs qui l'empêchent d'entrer dans un dialogue fécond avec des générations libres de préjugés et de ressentiments.

Stéphane Giocanti - « *Maurras - Le chaos et l'ordre* », Flammarion, Grandes biographies, prix franco : 28 €.

par Gérard Leclerc





Jacques Renouvin
Un héros royaliste

Georges Valois
De la monarchie à la Résistance

Histoire
La Nouvelle Action française et l'élection présidentielle de 1974

Royalisme
L'Action française et le prétendant

Étranger
La chute des aigles

SOMMAIRE du n° 52

- ♦ Éditorial : L'imprévisible
- ♦ Georges Valois (1878-1945)
 - ♦ L'arrestation de Georges Valois
 - ♦ L'entrée en royalisme de Georges Valois
- ♦ Paris-Montpellier-Mauthausen sans retour : Jacques Renouvin
- ♦ Le duc d'Orléans en 1914
- ♦ L'élection présidentielle de 1974
 - ♦ Correspondance avec le comte de Paris
 - ♦ Quand j'étais candidat...
- ♦ FR3 - *Tribune libre* de la Nouvelle Action française
- ♦ Chanson (1793) du Bas Poitou
- ♦ Charles Maurras et le comte de Paris (*Trois devoirs*)
- ♦ La chute des aigles
- ♦ Le parti intellectuel face au général de Gaulle

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

☐ commande le n° 52 du *Lys Rouge* et verse pour cela la somme de 5,40 €.

☐ s'abonne pour 4 numéros et verse pour cela la somme de 13 €.
(chèque à l'ordre de *Royaliste*).

Polar

L'assassin de Tassin

Un naïf jeune homme de bonne famille pense avoir trouvé une sinécure dans le milieu de l'édition catholique. Il va se trouver pris en sandwich entre financiers véreux et marchands d'art escrocs...

L'auteur de ce roman policier de la rentrée littéraire est le Père Philippe Verdin. Il fait partie de cette étonnante génération de dominicains quadragénaires dont la vocation religieuse n'a pas été freinée par les états d'âme de prédécesseurs embarqués dans la crise générale de notre société post-soixante-huitarde. Il porte l'habit blanc de son Ordre naturellement et excelle gaiement et sans ostentation en bien des matières intellectuelles.

On l'a connu éditeur au Cerf, où il fit notamment faire à Nicolas Sarkozy un livre à succès sur les rapports de l'État avec les religions ou à Pierre Chaunu un très étonnant et profond petit livre sur le dialogue de l'Occident avec l'Islam (dont la matière était née de l'enseignement que le grand professeur d'histoire délivra aux enfants du roi Hassan II) (1). Ces dernières années, Philippe Verdin était aumônier d'étudiants à Dakar où il a pu enraciner son amitié profonde pour l'Afrique. Et il rentre cet automne à Paris pour prendre en charge l'organisation d'un grand pèlerinage avec, cependant, dans ses bagages un *petit polar* au titre cinglant : « *L'Assassin de Tassin* » (2).

Philippe Verdin y fait preuve d'une réjouissante imagination

pour une intrigue policière assez classique, mais placée dans le décor moins habituel de l'édition religieuse. Il s'agit, dit-il de mettre un pied dans ce monde du roman policier où les préoccupations religieuses sont en général absentes.

Alors souci d'évangélisation d'un frère prêcheur ? Ou souci d'un écrivain de rentabiliser - car les tirages des romans policiers sont sans commune mesure avec ceux de l'édition religieuse - sa fine connaissance d'un milieu *exotique* pour la plupart des lecteurs de ce genre de romans ? Un peu des deux sans doute. Et puis, pour ceux qui connaissent ledit milieu, il y aura de quoi décrypter certains portraits jubilatoires et certaines anecdotes croquignolesques, qui ne sont certes officiellement que fiction... dans la mesure où la réalité est probablement bien pire ! Mais moins drôle...

Alors un moment de détente policière pour toute catégorie de lecteurs, avec alibi spirituel en plus pour ceux qui veulent, cela ne se refuse pas.

Paul CHASSARD

(1) Pierre Chaunu - « *Leçons pour la paix* », Cerf, 128 pages, prix franco : 15 €.

(2) Philippe Verdin - « *L'assassin de Tassin* », éd. du Rocher, 154 pages, prix franco : 18 €.

Témoignage

Grande Guerre

Longtemps les souvenirs sur la Première Guerre mondiale se sont ressemblés, l'aspect purement patriotique prenant la plupart du temps le pas sur la vérité historique et souvent même la simple vraisemblance. Il aura fallu attendre longtemps pour disposer de toutes ces pièces non édulcorées, les devanciers ayant souvent dû se contenter d'éditions largement caviardées des souvenirs de l'époque. Depuis quelques années, les choses ont changé, notamment après l'édition et le succès de *Paroles de poilus*.

L'œil et la plume (1), marque une nouvelle avancée vers la révélation de l'horreur. La nouveauté de ce livre réside déjà dans la profusion de photographies mettant en avant des scènes rarement vues jusqu'alors. Notre chroniqueur est un médecin parisien issu d'une famille d'excellente bourgeoisie française. C'est cela qui fait l'intérêt d'un ouvrage qui pourrait être convenu. Les membres de sa famille qui ont décidé, avec l'association d'histoire locale *Le Vieux Saint-Maur*, de publier ces carnets en ont gardé l'intérêt essentiel et pour tout dire l'originalité.

Pouvait-on croire qu'un officier haut gradé puisse consigner des idées d'une telle violence face à l'horreur à laquelle il était chaque jour confronté et stigmatiser l'attitude souvent abjecte de ceux qui étaient chargés sur le terrain et à l'arrière de diriger ce conflit. L'écriture comme exutoire ou plus simplement pour ne pas sombrer dans la folie.

Pascal BEAUCHER

(1) Collectif - « *L'œil et la plume - Carnets du docteur Léon Lecerf, médecin et photographe durant la Grande Guerre* », L'Harmattan, prix franco : 25 €.

IFCCE

Les 7 et 8 octobre prochains

L'Institut de formation civique et de coopération européenne (IFCCE)

organise une session de politique appliquée dont le thème sera

Les Institutions

Cette session est ouverte à tous. Renseignements pratiques sur demande ou sur le site <http://www.ifcce.fr.st>

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR se réunira à Paris le dimanche 12 novembre prochain. Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 17 et 18 mars 2007. Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 17 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, **"La politique du logement"** et, d'autre part, **"La représentation nationale"**

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 11 octobre** - Réunion de rentrée de nos Mercredis, en vue d'une année de réflexions et de débats. Au-delà des prises de positions quotidiennes des candidats à la candidature et des diverses formes de dramatisation médiatique, **Bertrand RENOUVIN** soulignera le risque politique majeur auquel le peuple français est confronté : celui d'une « **démocratie restreinte et bientôt confisquée** ». Férocité de la concurrence, cécité de l'oligarchie, radicalité croissante des luttes de classe, système politique détraqué : nous sommes plongés dans une crise majeure, prérevenu-

tionnaire, qui peut engendrer le meilleur comme le pire – tant il est vrai que rien n'est joué, ni dans le domaine électoral ni dans les profondeurs de notre société.

● **Mercredi 18 octobre** - Faut-il rouvrir aujourd'hui le dossier Charles Maurras ? Du point de vue politique, la réponse est négative : l'antisémitisme du chef de l'Action française et son aveuglement pendant l'Occupation n'ont pas d'excuse. Du point de vue plus spécifique de la tradition royaliste, le « **nationalisme intégral** » a conduit les fidèles de la Maison de France dans des contradictions et des impasses dont ils ont eu le plus grand mal à se dégager. Pourtant, **Stéphane GIOCANTI**, qui a consacré sa thèse et de nombreuses études au natif de Martigues, a su retenir toute l'attention de Gérard Leclerc (cf. *Royaliste* n° 888) et soulever de nouveaux débats dans la biographie, *Maurras, le chaos et l'ordre*, qu'il vient de publier. Voici donc ce « **Maurras, malgré lui** » qui provoquera des discussions passionnées.

● **Mercredi 25 octobre** - Professeur d'économie à l'Université de Paris VIII, con-

seiller scientifique de la *Revue d'économie financière* et membre du conseil scientifique de l'Autorité des marchés financiers, chroniqueur sur France Culture, **Olivier PASTRÉ**, qui a dirigé plusieurs banques d'affaires en France et au Maghreb, surprend en demandant dans un essai tout récent qu'on s'inspire de « **La méthode Colbert** ». Ce serviteur de l'État monarchique n'est pas l'interventionniste que les ultra-libéraux utilisent comme repoussoir mais un ministre qui a dégagé les principes de l'action publique et les modalités d'une politique économique efficace. Aujourd'hui Colbert permet d'esquisser une nouvelle politique économique et financière qui traduirait concrètement le « **patriotisme économique** » malheureusement demeuré à l'état de slogan.

● **Mercredi 1^{er} novembre** - Pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Parution : "Monarchie et démocratie"

"**Monarchie et démocratie**" - En rééditant ce texte, paru en 1984, nous avons eu pour seul souci de fournir, sous la forme d'une brochure accessible à tous, des arguments à opposer à ceux qui pensent encore que monarchie et démocratie sont incompatibles. Nous avons gardé le texte d'origine sans le modifier ni l'actualiser même si certains points auraient gagné sans doute à l'être. Prix franco : 5 €.

Complémentaire de cette brochure nous vous rappelons celle intitulée "**Royaliste et citoyen**" toujours disponible au prix de 6 € franco.

BOUTIQUE

Nous venons d'ouvrir boutique sur notre site internet où il sera désormais possible d'acheter en ligne les différents produits dont nous disposons. Notre offre est encore très incomplète mais vous pouvez déjà visiter notre boutique :

<http://www.narinfo.fr.st>

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Leur responsabilité politique

A lors ? Pour ou contre la carte scolaire, les sans papiers, George Bush, les magistrats, la police, le Premier ministre hongrois, la *rupture*, *l'ordre juste* ? J'ajoute, pour anticiper les débats à venir, la démocratie participative, la gouvernance éclairée, la réforme progressive, la rénovation paritaire, le progrès raisonné...

D'un côté des postures agressives, de l'autre des slogans qui donnent l'illusion de la profondeur – la fameuse « vision » qui est indispensable au futur homme d'État.

La confusion est totale mais les sondages nous apportent chaque jour les réponses précises des Français aux débats lancés par Ségolène et Nicolas. Miracle de la démocratie d'opinion, qui fait que l'une change tout à coup de registre tandis que l'autre persévère dans la provocation. Les Français pensent que les magistrats ne sont pas assez sévères ? Guilleret, le ministre de l'Intérieur en rajoute dans l'atteinte portée au principe de séparation des pouvoirs.

On s'essouffle vite à suivre les jeux de rôle de personnages qui ne sont, pour le moment, que des candidats à la candidature dans leur propre formation. Sur chaque question posée, il nous faut prendre le temps de la réflexion... qui n'intéressera plus guère lorsqu'elle pourra être clairement formulée. La carte scolaire sera-t-elle encore dans le débat lorsque s'ouvrira la campagne électorale ? J'en doute. La nation doit-elle s'en préoccuper ? Oui, mais pas n'importe quand et n'importe comment.

Cela signifie que les enjeux politiques, économiques et so-

ciaux doivent être hiérarchisés par les partis politiques dans l'ordinaire des jours et par les candidats en période électorale. Telle est le premier devoir démocratique de ceux qui participent à l'expression du suffrage universel.

Cela signifie aussi que les candidats à la présidence de la République ont, deuxième devoir, à définir précisément leur projet selon la charge à laquelle ils prétendent. En 2002, les princi-



paux candidats à l'Élysée ont fait des campagnes de candidats à Matignon qui, de surcroît, s'ingénieraient à détailler les plans d'action des différents ministères – en matière de sécurité sur la voie publique, de dispositifs pour l'emploi des jeunes, de crédits pour l'environnement... C'est, à nouveau, la même confusion qui s'installe.

Bien entendu, rien n'empêchera les candidats déclarés de se livrer à leurs habituelles opérations de communication : ils prendront leurs marques, enverront leurs signaux, adopteront les poses qui permettent d'avoir une image « moderne », « sécuritaire » ou encore, ce qui ne mange pas de pain, « responsable ».

En vue d'une restauration du débat politique dans notre pays, rappelons cependant quelques principes simples que l'on trouve dans notre Constitution :

Tout candidat à la présidence de la République doit nous dire comment il veillera au respect de la Constitution, ce qui inclut le respect de son préambule : attachement aux droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale définis en 1789, confirmés et complétés en 1946. Il doit préciser, selon l'article 5, comment il envisage son champ d'intervention et quelles seront les grandes lignes de la politique étrangère et de la politique de défense de celui qui est élu pour être le « garant de l'indépendance nationale ». Politique européenne, politique monétaire, grands services publics, politique industrielle : les projets en ces domaines doivent être précis, afin que les citoyens se prononcent en toute connaissance de cause.

Il faut aussi que le candidat nous dise comment il répondra à l'exigence de justice, puisque c'est vers lui que se tournent les citoyens lorsqu'ils estiment que leurs droits politiques et sociaux sont menacés.

Mais l'insécurité, la condition de la femme, les retraites ? Patience ! Nous aurons après la présidentielle des élections législatives : au cours de cette autre campagne, tout chef de parti, candidat implicite à Matignon, présentera aux Français le programme détaillé du gouvernement qui aura pour tâche de déterminer et de conduire la politique de la Nation, selon les termes de l'article 20.

Être responsable en politique, c'est être en mesure de répondre selon la fonction à laquelle on aspire. Il faut tenir ferme sur cette vérité banale.

Bertrand RENOUVIN